

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 25 février 2026

Allez, faites-le ! Ces agents de la guerre.

- « *Le choix revient entièrement à Donald Trump.* »

(Son of the New American Revolution - Larry C Johnson 24 février 2026)

Trump ne « *choisit* » rien

Face à une menace de guerre, il y avait deux attitudes possible à adopter : soit affirmer qu'elle aura lieu, allez savoir pourquoi, soit qu'elle n'aurait pas lieu parce qu'on souhaiterait que les Américains y renoncent.

Alors qu'est-ce qui se passe ? La quasi-totalité des médias officiels et dits alternatifs ont opté pour la guerre, selon eux, la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran va avoir lieu, elle est inévitable, pire, ils y préparent les esprits de sorte que chacun aura bonne conscience de se dire : personne ne pouvait l'éviter, personne n'y est pour rien, c'est malheureux, il faut faire avec sur un ton résigné.

Trump n'a même plus besoin de déclencher la guerre contre l'Iran, c'est comme si c'était déjà fait, la totalité des médias s'en est déjà chargé !

Quelle époque ! Et mes lecteurs, ils en pensent quoi ?

Les Etats-Unis qui vivent très largement au-dessus de leurs moyens depuis 80 ans, ont épuisé leur potentiel de développement et hypothéqué leur avenir : la place de leur monnaie dans les transactions internationales est contestée, sa supériorité industrielle, technologique, militaire l'est tout autant, il ne leur reste plus que le dollar et leur arsenal militaire qu'ils utilisent comme moyens de chantage ou menace guerrière pour tenter de conserver leur hégémonie sur le reste du monde, je crois que la plupart d'entre nous l'ont bien compris.

Cependant, on ignore quelles sont les réelles intentions du dictateur Trump, une sorte de mégalomane fanatique, fasciste, cruel, corrompu et dépravé qui se prend pour l'empereur du monde, parce qu'on ignore comment fonctionne réellement l'oligarchie financière anglo-saxonne, comment se répartit le pouvoir entre les différents clans mafieux et criminels de la finance américaine. Du coup, tout le monde ou presque échafaude quotidiennement des scénarios sans vraiment savoir de quoi il retourne, donnant l'impression d'une confusion extrême de nature anxiogène ou propre à alimenter l'état de psychose collective qui prédomine en occident depuis

janvier 2020, je précise, parce que d'où je vous écris, pratiquement personne n'y pense ou nous ne sommes pas sujet à ce traumatisme, qui s'avère être le tribu à payer des privilégiés.

Tous les matins, je consulte de nombreux articles, j'en lis deux ou trois très attentivement en essayant de comprendre ou d'imaginer ce qu'ils impliquent sans pouvoir dégager la moindre certitude compte tenu qu'il me manque des éléments pour aller au bout de mon analyse.

Si je savais exactement quel est le rapport de force qui existe entre les différents clans de l'oligarchie anglo-saxonne, qui les composent, j'aurais une idée précise sur leurs intentions, j'ai bien tenté de le savoir, et j'avais entrepris de rédiger un très long article à ce sujet, mais j'ai été obligé de le laisser en plan car trop de questions restaient sans réponses, je me suis dit que cela ne servirait pas à grand-chose ou à rien de produire une analyse beaucoup trop superficielle ou incomplète à mon goût, comme on en lit des centaines chaque semaine.

Par conséquent, on se contentera de ce qu'on sait, et tant pis si cela comporte des lacunes, au besoin on rectifiera au fur et à mesure que la situation s'éclaircira.

J'ai déjà publié une analyse sur la situation mondiale sur la base des rapports économiques qui déterminent la politique des différentes puissances. Je n'ai rien à ajouter ni à retirer ni à modifier, qu'il y ait une guerre ou non entre les Etats-Unis et l'Iran ne modifierait rien fondamentalement, car quelles que soient les conséquences qui en découleraient, je ne vois pas en quoi cela modifierait les immenses besoins dont tous les peuples à travers le monde exigent la satisfaction, ni comment ni pourquoi les Etats-Unis pourraient y répondre plus favorablement qu'avant cette guerre, dont le coût et les répercussions politiques seraient astronomiques.

Parmi les oligarques américains, il y en qui sont encore plus cinglés que les autres, cela a toujours existé depuis l'avènement du capitalisme, à la fin du XIXe siècle et au cours du XXe, ils fomentèrent deux guerres mondiales, toutes les guerres auxquelles furent associées les Etats-Unis sur tous les continents depuis leur naissance, chaque fois ce fut la branche historique de l'oligarchie anglo-saxonne qui en fut à l'origine ou qui les financèrent, afin de s'enrichir davantage et accroître son pouvoir politique sur des Etats faibles ou démunis, dans le but de concentrer un jour suffisamment de richesses et de pouvoir politique pour régner sans partage sur le monde.

Aujourd'hui, j'ignore si c'est cette branche-là qui est aux commandes et qui actionne la marionnette Trump, parce que l'oligarchie anglo-saxonne est devenue très hétérogène avec l'expansion mondiale du capitalisme. Sa branche historique, disons celle des Rockefeller, ne peut pas contrôler à elle seule tous les secteurs économiques, elle a dû déléguer ce pouvoir, et rien ne dit qu'il ne lui a pas échappé au profit de très dangereux dingues incontrôlables de la pire espèce. Cette précision, parce qu'en observant à de nombreuses reprises les réactions de *The Economist* (Rothschild), j'ai constaté qu'ils ne poussaient pas systématiquement à la guerre, qu'ils avaient adopté des positions très critiques vis-à-vis de la politique du gouvernement américain, j'en avais donc conclu que d'autres clans de l'oligarchie aux réactions imprévisibles étaient à la manœuvre à Washington. Je crois que le véritable danger est là quand on évoque la guerre.

Il ne faut pas oublier qu'à l'arrivée, la guerre sape le moral et le soutien des masses dans les régimes en place, elle alimente la lutte de classe du prolétariat, puisque c'est lui qui en est toujours la principale victime. Je ne dis pas cela par démagogie ou pour se consoler, non, c'est la réalité, c'est dialectique.

En famille.

Lu dans un article publié par un média dit indépendant.

Ne connaissent-ils pas la célèbre formule du journaliste Emerson : *«Nos dirigeants et nos gouvernants sont des gens à plaindre, car ils ne savent pas ce qu'ils doivent faire.»*

Il leur faudrait déjà comprendre à qui ils ont à faire. Et cela, à l'évidence, ils ne le savent pas! (...)

Et c'est bien là que l'on découvre des dirigeants qui ne savent pas quoi faire. Car en vérité, quels changements effectifs observés depuis vingt, trente ans ou plus ? Rien, désespérément rien !

J-C – Les malheureux, il faudrait plaindre ces salopards et en attendre quelque chose, ben voyons !

L'objectif de cet article était de faire croire aux lecteurs qu'il suffirait de changer de dirigeants à la tête de l'Etat sans changer de régime politique et économique, sans se débarrasser de la Constitution et des institutions de la V^e République pour que par miracle tous nos problèmes soient résolus. Cet article avait pour fonction de les légitimer. Mieux, il n'envisageait même pas de chasser le personnel politique en place, puisqu'il était prêt à le conseiller pour qu'il reste en place. Il écrira :

- "On pourrait leur suggérer..."

- "Revenez plutôt aux conseils de parents aimants et avisés..."

J-C - Voilà pour l'opposition contrôlée ou la fausse opposition au régime.

Lu.

À l'origine, le quatrième pouvoir désignait la presse et plus largement les médias (journaux, télévision, radio, internet aujourd'hui). L'expression vient de l'idée que, dans une démocratie, les médias constituent un contre-pouvoir essentiel face aux trois pouvoirs officiels de l'État :

- Le pouvoir exécutif (gouvernement),
- Le pouvoir législatif (parlement),
- Le pouvoir judiciaire (justice).

On peut le résumer ainsi : *«Le quatrième pouvoir, c'est la presse et les médias, chargés de surveiller, informer et critiquer les trois pouvoirs de l'État. Véritable contre-pouvoir démocratique, ils éclairent l'opinion publique, révèlent les abus et empêchent, en théorie, les dérives autoritaires»*. En bref, c'est le *«chien de garde de la démocratie»*...

J-C - Vous y croyez vraiment, vous ? Quelle supercherie ! Au passage, comme quoi la démocratie n'existe pas.

Les médias n'ont jamais constitué un "contre-pouvoir" au régime en place, c'est en réalité *«le quatrième pouvoir»* est lié étroitement aux trois autres au service du capitalisme.

- Les médias alternatifs libres et indépendants ne sont pas nés comme une opposition idéologique aux médias traditionnels, par simple principe.

J-C - On s'en est aperçu, merci ! Tous ont adopté l'idéologie capitaliste, tout le reste est du baratin ou démagogie.

- Pendant longtemps, les médias traditionnels ont occupé une position de quasi-monopole dans la médiation du réel. Ils sélectionnaient les faits, hiérarchisaient l'information, posaient le cadre interprétatif, et bénéficiaient en retour d'un capital de confiance implicite.

J-C - Cela ne s'applique-t-il pas aux médias dits alternatifs ? Interpellez-les comme je le fais parfois et vous en serez convaincu.

- Les médias traditionnels, dit «médias mainstream» ont tous été rachetés par une poignée de milliardaires, non pas pour s'enrichir encore plus, mais bien pour maîtriser l'information. Année après année, ces médias ne sont plus que des diffuseurs de narratifs, de récits, qui sont imposés. Aujourd'hui, ces médias sont également devenus les diffuseurs de propagandes du pouvoir. On se doit aussi d'expliquer que non seulement ces médias contrôlés appartiennent à des milliardaires, mais ils se voient octroyer des subsides indécents, ceux-ci sortant de la poche des citoyens qui, en fin de compte, paient leur propre désinformation.

J-C - Cette focalisation sur les médias dit «médias mainstream» a quelque chose de suspect, mais quoi ?

Ils leur prêtent un pouvoir exorbitant pour mieux camoufler leur collusion avec le régime en place. Mais comment ? C'est très simple à comprendre.

Ils s'intéressent davantage aux interprétations frauduleuses des faits qu'aux faits eux-mêmes, qui eux seuls sont révélateurs de ce qui se passe réellement. Pas toujours, certes, quand cela les arrange ils sélectionnent certains faits, mais en censurent d'autres parce qu'ils porteraient atteintes aux fondements du capitalisme ou déstabiliseraient le régime en place. Ils ne vont jamais au bout de leurs analyses, car ce serait trop compromettant ou incompatible avec leurs réelles intentions. Ils ne proposent jamais rien pour modifier le cours des choses, ils brassent du vent

Du coup, à l'arrivée vous ne serez pas plus avancés ou vous serez passés à côté de l'essentiel, et 10 ou 30 ans plus tard vous en serez toujours au même point, votre niveau de conscience politique n'aura pas progressé, puisque vos connaissances n'auront pratiquement pas évolué au contact de ces médias dits alternatifs qui peuvent vous révéler une partie des faits, mais sans jamais réellement remonter à leur origine contrairement à ce qu'ils prétendent souvent. Cela me fait penser, à ce qu'on a pu lire dans de nombreux commentaires de lecteurs figurant à la suite d'articles publiés par des médias dits alternatifs, signalant que pendant des décennies ils avaient été abonnés à certains journaux (Libération, Charlie Hebdo, Le Canard enchaîné, par exemple) ou certaines revues, et que c'était seulement maintenant qu'ils découvraient leur véritable nature réactionnaire, ils ont les mêmes réactions vis-à-vis de certains de ces médias ou blogs, par exemple Mediapart, en fait tous les supports numériques dits de gauche.

Pour attirer "*le client*", le pigeon on devrait dire, les médias dits indépendants recourent à plusieurs méthodes que j'ai déjà signalées, la plus courante est celle des titres énigmatiques, ne sachant pas si ces articles renfermeraient des infos utiles ou non, par crainte de passer à côté bêtement, les lecteurs cliquent sur ces titres, commencent à lire ces articles, pour s'apercevoir plus ou moins rapidement

qu'ils avaient été bernés par des titres accrocheurs et des articles réchauffés ou merdiques, entre temps ils auront perdu un temps précieux qu'ils auraient pu consacrer à réfléchir.

Quelques exemples avec le blog Réseau International.

- La problématique du Donbass ukrainien - 19 février 2026
- L'Obstination Vivante - 20 février 2026
- La parole sans poids - 20 février 2026
- Le dangereux Macron - 20 février 2026
- 2008 – Qui ? – Avec Pierre Jovanovic - 20 février 2026
- N'ont-ils rien compris ? - 20 février 2026
- Le hors-série spécial Epstein est arrivé ! - 20 février 2026
- La fin du bal des vampires - 20 février 2026
- Il est minuit moins une - 20 février 2026
- Mieux se comprendre - 22 février 2026
- Ici Moscou : Déclarations inouïes - 22 février 2026
- Vous avez des preuves ? - 23 février 2026
- Une seule guerre - 24 février 2026
- L'effet Flamingo - 24 février 2026
- L'Occident déconcerté - 24 février 2026

Découvert par hasard le 23 février 2026 à 11h44.

Inde : 300 millions de travailleurs et de paysans font grève contre la réforme du travail de Modi - 22 février revolutionpermanente.fr

Au cœur du conflit se trouvent les quatre nouveaux codes du travail imposés par le gouvernement de Narendra Modi. Cette réforme du travail unifie les lois du travail antérieures, au prix d'un affaiblissement historique des droits des travailleurs. Elle facilite la radiation des syndicats, la fermeture d'usines et le licenciement de travailleurs. Elle rend plus difficile l'organisation d'une grève légale, tout en facilitant l'emprisonnement de ceux qui en organisent une illégalement. Les contrats à durée indéterminée sont remplacés par des contrats plus précaires à durée déterminée, et la journée de travail peut être portée à 12 heures...

J-C - Désolé, pas vu, pas entendu parler ! Je vis en Inde depuis 30 ans, dans un village situé dans un district où figurent plusieurs zones industriels de taille moyenne. Quand je sors de chez moi, je rattrape la route qui y mène, le 12 février je n'ai rien remarqué de particulier. Je crois qu'en dehors des grandes villes ou des grands centres urbains, l'activité politique est quasiment nulle, sauf au moment des élections où des meetings sont organisés sur la place publique, on ne peut pas les manquer parce qu'ils perturbent la circulation. Elle ne concerne que les classes supérieures, c'est-à-dire, une infime minorité des 1,480 milliard d'Indiens qui se débattent quotidiennement pour survivre.

Ici, la main d'œuvre est taillable et corvéable à merci, règne le patron de droit divin, leurs employés sont leurs sujets, leurs esclaves pour ainsi dire. Je connais de très nombreux Indiens de tout âge qui ne sont ni des excités ni des rebelles, pour autant, assez régulièrement ils changent d'employeurs parce qu'ils n'en peuvent plus, tout en sachant que le même sort les attend ailleurs, cela doit les soulager de changer d'environnement. Il m'est arrivé des centaines de fois d'observer leurs rapports, de voir des travailleurs humiliés ou traités comme des chiens sans pouvoir répondre sous peine d'être virés sur le champ. Chaque fois que c'est possible j'échange quelques mots avec eux ou je les questionne sur leur salaire ou leurs conditions de travail, je partage leur souffrance et je leur manifeste ma solidarité, ce qu'ils apprécient. J'ai vécu cela tellement de fois en France.

Qui a dit ? Ils osent tout.

- LFI est *"une machine à fabriquer du vote RN"*

Réponse : Bernard Cazeneuve (PS), sur BFMTV le 23 février 2026.

Alors que tout le monde ou devrait savoir, que c'est le PS au pouvoir depuis mai 1981, qui créera SOS racisme en 1984 (Julien Dray et Harlem Désir), afin d'instrumentaliser le FN pour diviser ou affaiblir conservateurs (UDR) et libéraux (UDF).

Cela devait leur servir de caution de gauche, tandis qu'ils appliquaient au gouvernement une politique brutale d'austérité, entre autres.

En famille. NPA mea culpa.

À Lyon, les regrettables conséquences de la fascisation ambiante - Hebdo L'Anticapitaliste - 788 (19/02/2026)

Ils s'apitoient sur, je cite : *"la mort regrettable d'un militant de l'extrême droite nationaliste"*, je ne crois pas que ses potentiels innocentes victimes le regretteront, non ? Moi non plus.

Rien ne se passe vraiment comme prévu et c'est tant mieux.

- Donald Trump dément tout désaccord avec son chef d'état-major Dan Caine sur l'Iran - RFI 24 février 2026

- "Une attaque directe contre la viabilité de l'État palestinien": près de 20 pays, dont la France, dénoncent une stratégie d'"annexion de facto" de la Cisjordanie par Israël - BFMTV 24 février 2026
- Le double veto hongrois bloque un prêt à l'Ukraine et le 20e paquet de sanctions contre la Russie - euronews 24 février 2026
- Droits de douane annulés par la Cour suprême américaine: qui sont les grands gagnants en Afrique? - RFI 24 février 2026
- Droits de douane: les eurodéputés suspendent l'accord UE/USA, après le revers infligé à Trump - AFP 23 février 2026
- La colère des autorités françaises après le nouveau lapin posé par l'ambassadeur américain - Le HuffPost 24 février 2026
- Diplomatie : L'ambassadeur américain privé d'accès au gouvernement... Une sanction vraiment efficace ? - 20minutes.fr 24 février 2026
- La Chine sanctionne des entreprises japonaises sur fond de tension entre Pékin et Tokyo - RFI 24 février 2026

Inversion accusatoire.

- Le chancelier allemand dénonce la "barbarie" de la Russie après quatre ans de guerre contre l'Ukraine - BFMTV 23 février 2026
- Forte de son passé outre-mer, la France qualifie le conflit en Ukraine de «guerre coloniale» - RT 24 février 2026

Lu.

Cecil Rhodes fut peut-être l'impérialiste le plus décomplexé de l'ère moderne. Dans sa «Confession de foi» de 1877, il écrivait :

«Je soutiens que nous sommes la race la plus noble du monde et que plus nous occupons de territoire, mieux c'est pour l'humanité. Imaginez un instant les régions actuellement peuplées par les individus les plus méprisables : quel changement s'opérerait leur passage sous influence anglo-saxonne ! Voyez aussi les emplois supplémentaires qu'un nouveau pays ajouté à nos possessions engendrerait.

En réalité, nous limitons le nombre de nos enfants et, faute de territoire, nous ne mettons peut-être au monde que la moitié des êtres humains que nous pourrions avoir. Si nous avions conservé l'Amérique, il y aurait aujourd'hui des millions d'Anglais de plus.

Je soutiens que chaque acre ajoutée à notre territoire signifie la naissance future d'un nombre croissant d'Anglais qui, autrement, ne verraient jamais le jour. De plus, l'absorption de la plus grande partie du monde sous notre domination signifierait tout simplement la fin de toutes les guerres».

Rhodes a toujours regretté que l'Empire britannique ait perdu ses colonies d'Amérique du Nord. Il souhaitait que les États-Unis s'unissent à la Grande-Bretagne pour créer un grand empire anglo-saxon racialement supérieur, qui régnerait sur une Pax Britannica mondiale.

«Pourquoi ne formerions-nous pas une société secrète ayant pour seul objectif l'expansion de l'Empire britannique et la soumission du monde entier, considéré comme non civilisé, à la domination britannique, afin de reconquérir les États-Unis et de faire de la race anglo-saxonne un seul empire ? Quel rêve ! Et pourtant, il est probable, il est possible».

Marco Rubio, secrétaire d'État et conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, s'est adressé à la nation lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février, pour prononcer un discours digne de Rhodes, un discours qui aurait pu laisser croire à Rhodes que les États-Unis étaient revenus à leurs racines anglo-saxonnes.

Rubio a déclaré que les Américains et les Européens *«font partie d'une même civilisation – la civilisation occidentale. Nous sommes liés les uns aux autres par les liens les plus profonds qui soient, forgés par des siècles d'histoire commune, de foi chrétienne, de culture, de patrimoine, de langue, d'ascendance et par les sacrifices consentis par nos ancêtres pour la civilisation commune dont nous sommes les héritiers».*

Il a alors demandé : *«Pour quoi les États-Unis et leurs alliés occidentaux se battent-ils ?»*

«Les armées combattent pour un peuple ; les armées combattent pour une nation. Les armées combattent pour un mode de vie. Et c'est ce que nous défendons : une grande civilisation qui a toutes les raisons d'être fière de son histoire, confiante en son avenir et qui aspire à toujours être maîtresse de son destin économique et politique».

Rubio balaie d'un revers de main sept décennies d'anticolonialisme, arguant qu'elles ont entravé la grandeur américaine et occidentale. Il n'y a pas de quoi avoir honte du passé colonial de l'Occident, marqué par l'esclavage et les abus, et l'avenir est à nouveau à portée de main.

Les grands trésors culturels de l'Europe, bâtis sur l'exploitation des colonies, *«préfigurent les merveilles qui nous attendent. Mais ce n'est qu'en assumant pleinement notre héritage et en étant fiers de ce patrimoine commun que nous pourrons, ensemble, entreprendre d'imaginer et de façonner notre avenir économique et politique».*

L'Occident doit se défaire de toute culpabilité résiduelle liée à son passé colonialiste et réaffirmer fièrement sa domination, comme au temps des conquêtes et des expansions. La belle époque de Cecil Rhodes. Le Groenland, le Canada, le Venezuela et bientôt l'Iran sont des cibles impérialistes déclarées de l'administration Trump.

Dans son discours d'investiture de janvier 2025, Donald Trump l'a affirmé clairement :

«L'Amérique retrouvera la place qui lui revient de droit en tant que nation la plus grande, la plus puissante et la plus respectée de la planète, inspirant l'admiration et la crainte du monde entier. À partir de cet instant, le déclin de l'Amérique est terminé».

Trump a déclaré :

«Il est temps pour nous d'agir à nouveau avec le courage, la vigueur et la vitalité de la plus grande civilisation de l'histoire. (...) Les États-Unis se considéreront à nouveau comme une nation en pleine croissance, une nation qui accroît sa richesse, étend son territoire, construit ses villes, élève ses ambitions et porte son drapeau vers de nouveaux et magnifiques horizons».

Capitalisme : Stop ou encore ? Ils n'ont que la guerre comme perspective à offrir à leurs peuples.

La Pologne quitte la convention d'Ottawa et pourra miner sa frontière orientale - euronews 20 février 2026

En sortant de cette convention, signée quatorze ans plus tôt, Varsovie entend défendre la frontière que le pays partage avec la Russie et le Bélarus. L'année passée, l'Ukraine, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont quitté le traité pour la même raison.

Estonie et Lettonie : des centaines de bunkers vont être déployés à la frontière avec la Russie et le Bélarus - euronews 20 février 2026

L'Estonie et la Lettonie vont acquérir des centaines de bunkers afin de renforcer leur frontière orientale avec la Russie. Le Centre estonien pour les investissements de défense (RKIK) et le ministère letton de la Défense ont lancé un appel d'offres conjoint portant sur l'achat de 600 bunkers en béton, destinés à être déployés le long de la ligne de défense balte.

La ligne de défense comprendra également des barrières antichars supplémentaires et des obstacles en fil de fer barbelé.

"La guerre menée par la Russie en Ukraine a montré qu'au-delà des équipements, des munitions et des effectifs, des défenses frontalières sont nécessaires pour protéger l'Estonie", a déclaré le ministre estonien de la Défense, Hanno Pevkur. Il a ajouté que ces aménagements visaient avant tout à prévenir un conflit militaire dans la région.

Son homologue letton, Andris Spruds, a pour sa part souligné que la ligne de défense balte était destinée à *"protéger le flanc oriental de l'OTAN et à priver nos adversaires de leur liberté de mouvement"*.

"La guerre menée par la Russie en Ukraine a montré qu'au-delà des équipements, des munitions et des effectifs, des défenses frontalières sont nécessaires pour protéger l'Estonie", a déclaré le ministre estonien de la Défense, Hanno Pevkur. Il a ajouté que ces aménagements visaient avant tout à prévenir un conflit militaire dans la région.

Son homologue letton, Andris Spruds, a pour sa part souligné que la ligne de défense balte était destinée à *"protéger le flanc oriental de l'OTAN et à priver nos adversaires de leur liberté de mouvement"*.

Auparavant, le ministre estonien des Affaires étrangères, Margus Tsahkna, avait évoqué la possibilité de déployer des armes nucléaires sur le territoire de l'Estonie.

"Nous ne sommes pas opposés au déploiement d'armes nucléaires sur notre territoire. Nous n'avons pas de doctrine qui l'exclurait si l'OTAN jugeait nécessaire, conformément à nos plans de défense, de déployer, par exemple, des armes nucléaires chez nous", a-t-il déclaré.

L'Estonie ne possède pas d'armes nucléaires. Son ministre de la Défense, Hanno Pevkur, a toutefois déjà suggéré que des avions de combat britanniques capables d'emporter des ogives nucléaires puissent être stationnés sur le territoire estonien.

Quand Franceinfo fait la promotion du néonazi Zelenski.

J-C – Cela lui vaut les surnoms mérités de France Intox, France désinfos, France Infauts.

"Il a très bien incarné l'Ukraine et son combat" : Volodymyr Zelensky, un président populaire forcé de s'adapter, quatre ans après le début de la guerre avec la Russie

Depuis le début de l'offensive russe, le président ukrainien a été un atout pour son pays sur la scène internationale. Il bénéficie encore d'une popularité importante, malgré plusieurs polémiques ces derniers mois.

En quatre ans, Volodymyr Zelensky est devenu le visage de la résistance ukrainienne face à Vladimir Poutine.

Le chef d'Etat de 48 ans bénéficie toujours d'un important soutien de la part de la population du pays. Les Ukrainiens sont ainsi 62% à lui accorder leur confiance, selon un sondage de l'Institut international de sociologie de Kiev publié le 19 janvier.

J-C - Question : Dans un pays où l'Etat a banni la langue russe, l'église orthodoxe russe, les partis d'opposition et pourchasse les syndicalistes, les médias qui critiquaient le gouvernement, qui bombardaient et massacraient une partie de sa population, procédait à des enlèvements et des assassinats d'opposants politiques, franchement, croyez-vous que dans un tel pays il existerait un institut de sondage indépendant du régime nazi en place ? Posez la question, c'est y répondre, non, évidemment.

Pour autant, une bonne partie des Ukrainiens sont sensibles à l'idéologie nazie, dès lors qu'elle est partagée par l'Etat et colportée par les médias officiels depuis 2014.

https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/il-a-tres-bien-incarne-l-ukraine-et-son-combat-volodymyr-zelensky-un-president-populaire-force-de-s-adapter-quatre-ans-apres-le-debut-de-la-guerre-avec-la-russie-7770209.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-meteo&at_send_date=20260224&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1246505

France.

En famille. Leur penchant pour le fascisme est inhérent aux partisans et représentants du capitalisme

Avec cet appel au RN, Aurore Bergé fait un pas de plus vers la normalisation du parti - Le HuffPost 23 février 2026

La ministre a appelé le RN à retirer ses candidats dans certaines villes pour empêcher la victoire des Insoumis aux élections municipales.

Un nouveau pas vers la diabolisation de la France insoumise au profit du Rassemblement national ? Aurore Bergé, ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes, a appelé « *la gauche* » à rompre « *de manière définitive* » avec LFI au « *risque de perdre des villes* » aux élections municipales, et le RN à retirer ses candidats pour empêcher la victoire d'un candidat de ce parti.

Qualifiant de « *drame épouvantable* » l'agression mortelle du jeune militant d'extrême droite radicale Quentin Deranque, elle a espéré que cet événement « *fera prendre conscience à chacun du danger que représente pour notre pays, pour notre cohésion, pour nos valeurs, pour la démocratie, La France insoumise* ». Et d'ajouter : « *LFI c'est de l'antisémitisme, LFI c'est un parti anti-France et LFI c'est un parti qui appelle et revendique ou assume une part de violence.* »

Un propos qui n'a pas échappé à l'attention de Manuel Bompard, coordinateur de La France insoumise. « *L'anti-France est une expression forgée en France par l'extrême droite puis reprise sous Vichy pour qualifier "les juifs, les communistes et les francs-maçons". Qu'elle soit reprise aujourd'hui par une ministre de Lecornu en dit long sur la fascisation du macronisme* », a-t-il écrit sur X. « *Après Martine Vassal et son "Travail, Famille, Patrie" inspiré de Pétain... Voici Aurore Bergé et son "parti anti-France" inspiré de l'antisémite Charles Maurras* », a de son côté regretté le député LFI Antoine Léaument.

J-C – La première violence partagée aussi bien par Aurore Bergé et Quentin Deranque que Manuel Bompard et Antoine Léaument, consiste à se présenter comme les représentants ou les serviteurs de « *la France* », qui à ma connaissance demeure impérialiste et coloniale, c'est pour ainsi dire ce qu'ils revendiquent tous.

Servir « *la France* » est un mot d'ordre de nature corporatiste.

Et qu'est-ce que le corporatisme sinon le fascisme, c'est-à-dire un système économique et social d'État visant à supprimer la lutte des classes en organisant travailleurs et employeurs au sein de corporations contrôlées par le régime. Présenté comme une « *troisième voie* » entre le capitalisme libéral et le socialisme, il sert à intégrer les syndicats dans l'appareil d'État totalitaire pour soumettre l'économie à l'intérêt national et à la puissance de l'État.

Russie.

La France et le Royaume-Uni s'apprêtent à armer Kiev d'une bombe nucléaire, selon le renseignement russe - RT 24 févr. 2026

Les plans dangereux de la France et du Royaume-Uni ont été révélés par le Service de renseignement extérieur russe (SVR), selon lesquels les deux pays planifient d'équiper Kiev d'armes nucléaires ou d'une bombe dite « sale ». Selon le communiqué, Paris et Londres reconnaissent que l'évolution de la situation en Ukraine « *ne laisse aucune chance de remporter la victoire tant souhaitée* » contre la Russie par l'intermédiaire des forces armées ukrainiennes.

Cependant, les élites britanniques et françaises « ne sont pas prêtes à accepter la défaite », estimant que l'Ukraine doit être équipée de « *Wunderwaffe* » : la France et le Royaume-Uni estime qu'avec de telles armes Kiev « *pourra prétendre à des conditions plus favorables pour la fin des hostilités* ». Berlin, selon le communiqué, « *a sagement refusé de participer à cette dangereuse aventure* ».

Paris et Londres entendent dissimuler la livraison d'armes nucléaires sous des développements propres à Kiev

L'armement nucléaire de Kiev devrait se faire en secret par « un transfert discret de composants, d'équipements et de technologies européens dans ce secteur à l'Ukraine ». « *Les Britanniques et les Français reconnaissent que leurs projets impliquent une violation flagrante du droit international, notamment du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, et sont associés au risque de destruction du système mondial de non-prolifération. À cet égard, leurs principaux efforts sont concentrés sur le fait que l'apparition d'armes nucléaires à Kiev serait perçue comme le résultat des développements propres des Ukrainiens* », a noté le SVR.

Les projets de Paris et de Londres témoignent de « *leur perte de sens des réalités* », a noté le communiqué. « *Ils espèrent en vain échapper à leurs responsabilités. D'autant plus que tout ce qui est secret finit inévitablement par être révélé. Dans les cercles militaires, politiques et diplomatiques du Royaume-Uni et de la France il y a beaucoup de personnes sensées qui comprennent le danger des actions irréfléchies de leurs dirigeants pour le monde entier* », a souligné le SVR.

Le Conseil de la Fédération de Russie demande une enquête sur les intentions de la France et du Royaume-Uni de fournir des armes nucléaires à Kiev - RT 24 févr. 2026

Suite aux informations sur les projets de Paris et de Londres de fournir l'arme nucléaire à l'Ukraine, les sénateurs russes ont demandé une enquête aux niveaux international et national. La demande a été adressée aux parlements français et britannique, au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'AIEA et à la Conférence d'examen des parties au TNP.

Poutine : il existe une possibilité de tentative d'attentat contre les gazoducs Turkish Stream et Blue Stream en mer Noire - RT 24 févr. 2026

Le 24 février, le président russe Vladimir Poutine a participé, comme le veut la tradition, à la réunion annuelle du collège du Service fédéral de sécurité (FSB). Au cours de son discours, le chef de l'État a souligné le problème de l'augmentation du nombre d'attaques terroristes sur le territoire russe, principalement organisées par les services secrets ukrainiens. Selon lui, le nombre de cyberattaques est également en hausse, notamment les sabotages perpétrés par les services secrets occidentaux contre les infrastructures critiques russes.

Le président russe a fait état de tentatives possibles de sabotage des gazoducs Turkish Stream et Blue Stream, qui passent sous le fond de la mer Noire. « *L'adversaire fait feu de tout bois. Les*

médias ont publié des informations concernant les tentatives ou l'intention d'utiliser un composant nucléaire. Ils comprennent sans doute où cela peut mener », a-t-il indiqué.

À cet égard, le chef de l'État a chargé le FSB de renforcer la protection des hauts responsables du ministère de la Défense et du complexe militaro-industriel, des représentants des autorités, ainsi que des leaders d'opinion, des journalistes et des bénévoles. Parallèlement, il a appelé à renforcer la protection des informations, notamment celles qui concernent les derniers développements militaires russes.

La Russie exporte plus de pétrole qu'avant 2022, en dépit des sanctions, déplore l'Occident - RT 24 févr. 2026

Les nombreuses sanctions n'ont pas empêché les exportations russes de pétrole de rester à un niveau élevé, dépassant même les volumes enregistrés avant le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine, reconnaissent les médias occidentaux. Ainsi, le chiffre annuel est supérieur de 6% à celui de 2022, selon le rapport du CREA.

Slovaquie.

Oléoduc Droujba : la Slovaquie ne fournira plus d'électricité à l'Ukraine, annonce Fico - RT 23 févr. 2026

«À compter d'aujourd'hui, si l'Ukraine se tourne vers la Slovaquie pour obtenir de l'aide afin de stabiliser son réseau énergétique, elle ne recevra plus cette aide», a déclaré ce 23 février le Premier ministre slovaque Robert Fico, mettant à exécution l'ultimatum posé à la suite de l'arrêt du transit du pétrole via l'oléoduc Droujba.

Hongrie.

Sanctions antirusses : la Hongrie dénonce la «Commission ukrainienne», comparée à «un maigre qui essaie de se muscler les biceps» - RT 23 févr. 2026

Les pays européens devaient discuter du projet de 20e paquet de sanctions, mais ce processus n'a pas abouti. Même le chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a reconnu avant la réunion qu'il n'y aurait *« aucun progrès »* sur ce sujet. Cela est dû au refus de la Hongrie de soutenir cette initiative en raison de la situation non résolue concernant l'oléoduc Droujba, par lequel Kiev a cessé d'acheminer du pétrole russe. L'Ukraine ne souhaite pas non plus reprendre les livraisons. Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, a commenté la situation en affirmant que Budapest ne soutiendrait pas le 20e paquet de sanctions contre la Russie *« parce que l'Ukraine a décidé de ne pas reprendre les livraisons de pétrole vers la Hongrie, mettant ainsi en danger notre sécurité énergétique »*.

« Personne n'a le droit de compromettre notre sécurité énergétique, car il s'agit d'une question de souveraineté nationale. L'oléoduc Droujba n'a été la cible d'aucune attaque russe. Il n'a subi

aucun dommage et, à ce jour, rien ne s'oppose matériellement à la reprise des livraisons », a-t-il noté, ajoutant que la décision de Kiev était « purement politique » et constituait un « véritable chantage visant à contraindre la Hongrie à modifier sa position sur l'Ukraine, sur son adhésion à l'Union européenne et sur l'ensemble de ces questions ». Outre le 20e paquet de sanctions, la Hongrie a bloqué, pour la même raison, l'octroi à l'Ukraine d'un « crédit militaire » de 90 milliards d'euros.

« La Commission européenne donne parfois l'impression d'agir comme une "Commission ukrainienne". Et cela, à mes yeux, est inacceptable », a déclaré le chef de la diplomatie hongroise.

Chine.

La Chine premier partenaire commercial du Togo - RFI 23 février 2026

Avec plus d'un quart des importations togolaises, la Chine domine largement le commerce à l'import. L'écart est net avec les suivants. La France et l'Inde complètent en effet le podium, mais très loin derrière.

Les échanges restent toutefois très déséquilibrés. La Chine achète principalement au Togo des matières premières, à commencer par les phosphates – ressource stratégique utilisée notamment dans la fabrication d'engrais –, des produits agricoles tels que le coton, le soja et le sésame ainsi que du bois destiné à l'industrie.

En sens inverse, le Togo importe surtout des biens manufacturés comme les motos, le textile, l'électronique, ou encore des équipements du quotidien. Une grande partie des produits consommés dans le pays provient, aujourd'hui, des chaînes de production chinoises.

Le schéma est clair : le Togo exporte ce qu'il extrait ou cultive, la Chine exporte ce qu'elle fabrique, une complémentarité économique renforcée par une production industrielle locale limitée et par le rôle du port de Lomé, hub logistique régional.

Résultat : bien plus qu'un fournisseur, la Chine est devenue un acteur structurant de l'économie togolaise et un partenaire, désormais, difficile à contourner. RFI 23 février 2026

M'sila : un projet sidérurgique algéro-chinois illustre la montée des investissements industriels – RT 23 févr. 2026

Le programme se déploie en deux phases : une première ligne dédiée aux feuilles d'acier, capable de produire 200 000 tonnes par an, suivie d'une unité spécialisée dans les tubes métalliques d'une capacité de 300 000 tonnes. L'usine s'appuiera à 80 % sur des matières premières locales, en particulier le minerai issu de la mine de Gara Djebilet, illustrant la volonté des autorités de renforcer l'intégration industrielle nationale. Un centre de formation accompagnera également le projet afin de favoriser le transfert de technologie et la montée en compétences locales, avec à la clé plus de 1 100 emplois directs annoncés.

Au-delà de ce chantier, la présence économique chinoise en Algérie continue de se renforcer. Les entreprises chinoises participent déjà à plusieurs projets d'infrastructures majeurs, dont la ligne ferroviaire reliant Tindouf à Béchar. Selon des estimations officielles, leurs investissements cumulés atteindraient près de 7 milliards de dollars dans différents secteurs.

La Banque mondiale observe d'ailleurs un rééquilibrage progressif des flux d'investissements directs étrangers vers la Chine, qui représente désormais environ un tiers des annonces d'IDE entre 2020 et 2025, contre une part marginale une décennie plus tôt. Cette évolution reflète l'approfondissement d'un partenariat économique devenu central dans la stratégie industrielle algérienne.